13 mai 2016 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Déclaration de M. François Hollande, Président de la République, sur la situation en République centrafricaine et l'opération militaire française Sangaris, à Bangui le 13 mai 2016.

Monsieur le Président,
Je vous recevais il y a à peine trois semaines à Paris pour vous féliciter pour l'élection qui vous a porté à la tête de votre pays £ une élection qui s'est passée dans des conditions exemplaires alors qu'il y a trois ans, la Centrafrique était à feu et à sang. Une élection qui peut servir de référence en Afrique avec la transparence indispensable et le pluralisme sans lequel il n'y a pas de vainqueur possible.
Ce processus qui s'est déroulé ici en Centrafrique dans des circonstances exceptionnelles, heureusement, s'est produit ailleurs en Afrique mais pas partout en Afrique. C'est la raison pour laquelle j'insiste pour saluer ce qu'a été votre élection ici en Centrafrique.
C'est la troisième fois que je viens dans votre pays depuis 30 mois. La première, c'était dans des conditions dramatiques : je revenais d'Afrique du Sud pour saluer une dernière fois la mémoire du Président MANDELA et j'apprenais que deux soldats français avaient été tués. Je suis donc venu à Bangui. C'était en décembre 2013. Les conditions humanitaires étaient effroyables puisqu'il y avait des dizaines de milliers, pour ne pas dire des centaines de milliers de personnes qui étaient autour de l'aéroport. Le deuil nous frappait avec ces deux soldats tués.
Je suis revenu en Centrafrique quelques mois plus tard, à l'invitation de Catherine SAMBA-PANZA qui était devenue Présidente de la transition. Déjà des progrès significatifs avaient été accomplis grâce à l'opération Sangaris et à l'intervention qui se dessinait de la MINUSCA.
Je reviens aujourd'hui alors que la transition a été réussie, que la stabilité a été retrouvée, alors que les Centrafricains peuvent être fiers d'avoir pu engager un processus de réconciliation qui s'est traduit par le scrutin présidentiel, les élections législatives et grâce à par la mobilisation de tous, je pense aux personnalités politiques, je pense aussi aux personnalités de la société civile et notamment aux représentants des grandes religions. Et c'est justement par ce dialogue entre les religions, qu'il y a eu l'atteinte de cette solution. Il y a eu aussi la visite du Pape qui a été un événement très important pour porter une parole d'apaisement.
Aujourd'hui, l'opération Sangaris se termine. C'est le sens de ma visite ici. L'opération Sangaris, je l'avais décidée au tout début du mois de décembre 2013 parce que le chaos avait hélas saisi la Centrafrique et aussi parce que des massacres s'y produisaient et notamment inter-religieux.
L'opération Sangaris, c'était 2.500 hommes et femmes, au moment où l'intervention était à son niveau maximal. L'opération Sangaris, c'était des soldats qui, ensuite avec la MINUSCA et les forces africaines qui y étaient associées, ont pu dans des périodes extrêmement tendues et dans des territoires qui jusque-là n'avaient pas pu être stabilisés, permettre qu'il y ait le retour à une forme de sécurité.
L'opération Sangaris ensuite, s'est traduite par un désengagement progressif de 2.500 jusqu'à 900 hommes, 650 aujourd'hui. Mais il n'y a plus de raison de maintenir un tel niveau d'effectif dès lors que vous avez réussi, que nous avons réussi. La responsabilité qui est la mienne comme Président de la République française, a été à un moment de prendre la décision, avec le ministre de la Défense Jean-Yves LE DRIAN qui est venu neuf fois ici en Centrafrique, c'était de prendre

de la Défense Jean-Yves LE DRIAN qui est venu hier soir ici en Centrafrique, c'était de prendre la décision d'intervenir alors que nos armées étaient déjà engagées au Mali. Mais ma responsabilité de chef de l'Etat, une fois que cette opération a été menée à son terme et avec le succès que l'on vient de saluer, c'est d'y mettre alors un terme parce que nos armées sont appelées sur d'autres fronts, toujours la zone du Sahel et encore pour longtemps, la Syrie et l'Irak par d'autres moyens.
Nous devons aussi assurer la vigilance sur notre propre territoire puisque la France est toujours sous la menace terroriste. Mais sachez-le bien, Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre et Mesdames et Messieurs les ministres et les plus hautes autorités de la Centrafrique, la France est et sera toujours là. Elle est là encore avec des militaires qui seront présents dans le cadre de la MINUSCA £ elle est là et sera là dans le cadre de l'opération européenne et à travers la formation qui sera ainsi assurée et pourra aussi se projeter si cela était nécessaire. Nous veillerons à ce que nos soldats toujours en Centrafrique, soient aux côtés des vôtres pour rétablir avec la MINUSCA la sécurité qui est indispensable dans certains points du territoire centrafricain. Car la Centrafrique, même si elle a fait un effort considérable ces derniers mois, doit retrouver le contrôle de la totalité de son territoire. C'est ce que vous nous avez demandé, c'est ce que nous devons faire.
Il faudra donc former autant que nécessaire les éléments de la force armée centrafricaine pour que très rapidement, elle puisse se disposer sur tout le territoire et désarmer les groupes qui empêchent le bon fonctionnement de l'économie et qui empêchent aussi l'autorité de l'Etat d'être pleinement respectée. Mais il ne suffit pas de mettre des moyens pour la sécurité, - vous avez rappelé ce qui a été fait pour la France, - notre devoir va bien au-delà.
Nous devons faire en sorte qu'il y ait un soutien au développement. L'Agence Française de Développement a déjà déployé des moyens supplémentaires, l'aide d'urgence a été apportée et a été complétée et la France veut prendre la tête d'un groupe de bailleurs pour la Centrafrique afin que vous puissiez disposer des ressources indispensables, des investissements nécessaires, parce qu'il n'y aura de sécurité que par le développement et il n'y aura de développement que par la sécurité.
Nous voulons également que l'Europe à travers un fonds qui a été spécifiquement dédié puisse rapidement, c'est-à-dire dès le mois prochain, délivrer l'aide promise dans les meilleures conditions et les meilleurs délais.
Voilà pourquoi, je voulais être ici en Centrafrique. Tout à l'heure, je m'exprimerai devant les soldats français, les militaires pour leur exprimer ma gratitude. Quatre soldats français sont morts en Centrafrique et j'ai une pensée pour leur famille, pour leurs proches qui sont encore dans la peine. Il y a eu aussi de nombreux soldats français qui ont été blessés et qui sont encore dans la souffrance, dans leur chair comme dans leur esprit et là aussi j'exprime ma solidarité. Il y a également une jeune journaliste française qui est morte parce qu'elle devait assurer aussi l'information.
Lorsqu'il y a des drames, nous devons avoir des images de ces tragédies. Camille LEPAGE était une jeune journaliste. Je me souviens encore d'avoir accueilli sa dépouille à Paris avec ses parents et là aussi, nous avons convenu que la justice devait passer, que nous devions tout savoir sur ce qui s'est produit. De la même manière, la justice doit passer s'il y a confirmation des allégations concernant des abus sexuels qui auraient été commis par des éléments de la force Sangaris ou de la MINUSCA. Nous, nous voulons que la justice puisse établir la vérité parce que c'est notre honneur qui est en cause, l'honneur de l'armée française et s'il y a des responsabilités, il n'y aura pas d'impunité.
Mais aujourd'hui, ce qui me touche particulièrement, Monsieur le Président, Monsieur le Premier ministre, Mesdames et Messieurs qui représentez la Centrafrique, c'est bien sûr l'attention que vous avez en me remettant cette haute distinction de Grand-croix dans l'ordre de la reconnaissance centrafricaine, parce que c'est la France que vous remerciez, c'est la France que vous aimez à travers ce geste. Mais je suis également très sensible à l'accueil qui m'a été fait tout au long de la route de l'aéroport jusqu'ici au siège de la Présidence de la République, ces femmes et ces hommes, ces amis centrafricains qui venaient témoigner de leur reconnaissance à l'égard

de la France, à l'égard des soldats français, à l'égard de l'aide et du soutien qui a été apporté.
Je l'avais dit dans d'autres circonstances, je me souviens de ce qu'a été ma visite au Mali après que nous ayons pu libérer le nord de ce pays qui avait été occupé par des terroristes islamistes.
Je crois que ces gestes qui sont faits à l'égard de la France, surtout au regard de ce qu'a été notre histoire, ce sont des gestes très importants car ils montrent que nous sommes des pays amis, nous sommes des pays solidaires et nous savons ce que nous pouvons attendre les uns des autres.
Je l'avais dit au Mali : pendant que la France a été attaquée elle aussi, je pense bien sûr à ce qui s'était produit durant la Première et la Seconde Guerre Mondiale, des Africains sont venus pour assurer notre liberté, notre libération. De la même manière quand la France a été attaquée d'une autre façon l'année dernière avec des actes terroristes, les Africains ont manifesté leur solidarité.
Alors il est bien légitime que lorsque un pays ami comme la Centrafrique connaît une difficulté, la France doit être à ses côtés et elle le sera toujours, je vous l'assure, Monsieur le Président.